



GROUPE D'ÉTUDE  
SUR LE CONGO

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Les 19 principales préconisations pour promouvoir la redevabilité politique et des élections crédibles en RDC**

*Kinshasa, le 26 juillet 2022* - Stimuler le débat sur les questions de redevabilité politique et la problématique des élections crédibles en RDC. Tel a été l'objectif de ces deux jours de retraite politique organisée les 25 et 26 juillet à Kinshasa par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC), centre de recherche indépendant basé à l'Université de New York, et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC.

Soumis à la règle de *Chatham House* et sans la présence des médias afin d'encourager des discussions profondes et ouvertes, cette deuxième édition de *Masolo Ya Mboka* a connu la participation des acteurs clés de différents secteurs : professeurs d'université, membres de la société civile, élus et responsables politiques à différents niveaux.

Après avoir relevé des défis auxquels se trouvent confrontés la redevabilité politique et la tenue des élections justes dans le pays, des intervenants et panélistes ont mis sur la table de réflexion une série de préconisations pertinentes.

Sur des questions de redevabilité, il s'agit notamment de :

1. proposer des mécanismes de redevabilité pouvant permettre que le responsable politique élu soit effectivement « *à la portée de la gifle de l'électeur* » ;
2. repenser le contrat social de sorte que les responsables politiques s'engagent à réaliser leurs promesses dans un temps déterminé, en soulignant clairement comment ils comptent financer ces actions et en indiquant des indicateurs objectivement vérifiables pouvant permettre une évaluation rigoureuse ;
3. proposer la possibilité pour le peuple de sanctionner un élu en cours de son mandat lorsque ce dernier ne respecte pas le contrat social ;

4. repenser la nature de l'État congolais.

Quant à la problématique des élections justes, il faudrait :

1. considérer que les élections ne sont pas une panacée et « *sortir de la cosmétique électorale par des réformes courageuses pour une démocratie par le bas* » ;
2. souligner « *la nécessité d'organiser les scrutins en 2023 pour préserver la paix sociale, même si les élections ne résolvent pas tous les problèmes du pays* » ;
3. renforcer la confiance et l'inclusivité du processus électoral en cours ;
4. s'interroger sur la nécessité d'organiser les élections locales alors que les administrations au niveau de la ville, de la commune, du territoire et du secteur ne disposent pas des moyens adéquats de fonctionnement ;
5. ramener la décentralisation uniquement au niveau des territoire et ville pour réduire le nombre élevé des élus attendus aux élections locales ;
6. réfléchir à l'idée de « *plafonner le personnel politique dans les cabinets politiques afin de pouvoir réinvestir les ressources financières dégagées dans les entités locales* » ;
7. explorer les possibilités raisonnables d'organiser les élections locales, présidentielle et législatives au même moment ;
8. noter que « *plus les niveaux des élections se multiplient, plus il y aura des majorités composites* » ;
9. imaginer un autre mode de désignation des autorités locales à la suite de la non représentativité des partis politiques dans les entités locales (chefferies et secteurs) ;
10. concevoir les élections locales comme une opportunité de faire face aux revendications de représentativité communautaire ;
11. résoudre les conflits entre les chefs coutumiers et les nouvelles entités territoriales décentralisées créées en milieu rural ;
12. considérer la nécessité d'adapter la Constitution aux réalités locales.

Concernant la participation des femmes aux élections en RDC, les panélistes et intervenants ont souligné la nécessité de :

1. mener des études approfondies sur la participation des femmes durant le processus électoral ;
2. mettre en place la « *clinique électorale en ligne* » pour accompagner les femmes candidates aux élections provinciales et aux élections législatives ;
3. travailler avec les partis politiques pour avoir le « *plan genre* » en vue d'encourager la participation des femmes.

*Pour de plus amples informations, merci de contacter :*

1. Trésor Kibangula : [t.kibangula@ebuteli.org](mailto:t.kibangula@ebuteli.org) ou [+33 613 903 200](tel:+33613903200)  
([WhatsApp](#))
2. Fred Bauma : [f.bauma@ebuteli.org](mailto:f.bauma@ebuteli.org) ou [+243 971 422 656](tel:+243971422656)